

FIRST AFRIQUE

HEBDO N°0479 du 04 au 10 Nov 2024

Magazine

Duma Boko,
élu président
le 1^{er} novembre 2024

BOTSWANA UNE ALTERNANCE HISTORIQUE AU POUVOIR

WOMEN ENERGY ENTREPRISES ASSOCIATION
**LANCEMENT DU PROGRAMME
“WEE TO ME”**



Sommaire

HEBDO N°0479 du 04 au 10 Nov 2024

WOMEN ENERGY ENTREPRISES ASSOCIATION
LANCEMENT DU PROGRAMME "WEE TO ME"
PREMIÈRE ÉDITION



14

AFRIQUE

BÉNIN / NSIA
PARTENARIAT STRATÉGIQUE POUR
LES AGRICULTEURS BÉNINOIS



04

BENIN

BÉNIN
EXERCICE « AGOJIÉ 2024 » POUR
UN AÉROPORT SÉCURISÉ

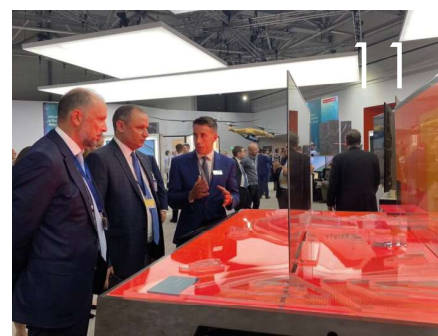
INCLUSION FINANCIÈRE AU BÉNIN
LANCEMENT OFFICIEL DE LA SNIF



INTER

MAROC
LE SALON DE L'AÉRONAUTIQUE DÉCOLLE EN BEAUTÉ

BOTSWANA
UNE ALTERNANCE HISTORIQUE AU POUVOIR



AFRIQUE

ROYAUME-UNI
KEMI BADENOCH À LA TÊTE DES TORIES

CRISE BUDGÉTAIRE
LES FRANÇAIS FACE À L'IMPASSE



21

AFRIQUE

JUDO
TATSURU SAITO SE RÉVÈLE VAINCU ET BLESSÉ

LES RÉSEAUX SOCIAUX ENJEUX ET PERSPECTIVES

Les réseaux sociaux jouent un rôle essentiel en Afrique, offrant des opportunités et des défis pour les utilisateurs et les gouvernements. En tant qu'outils de communication, ils sont devenus des moteurs puissants de mobilisation sociale et politique, contribuant à des mouvements comme #EndSARS au Nigeria et d'autres appels au changement sur le continent. La jeunesse africaine s'empare de ces plateformes pour exprimer ses voix, s'informer et militer pour ses droits.

Sur le plan économique, les

réseaux sociaux sont une aubaine pour les petits entrepreneurs qui utilisent WhatsApp, Facebook et Instagram pour développer leurs activités. Cependant, l'essor du commerce social est freiné par les défis logistiques et l'accès limité à Internet, qui continue de creuser une fracture numérique importante.

Malgré les avantages, la question de la désinformation, les menaces à la vie privée et la censure des plateformes restent préoccupantes. La protection

des données et la santé mentale des utilisateurs, notamment des jeunes, exigent une vigilance accrue des gouvernements et des entreprises.

Les réseaux sociaux représentent une double réalité : une chance de développement pour les Africains et une nécessité de régulation pour éviter les dérives. Avec une croissance rapide de leur utilisation, les réseaux sociaux redéfinissent la manière dont l'Afrique communique, s'éduque et innove, tout en renforçant l'identité culturelle du continent. ■



Wilfrid K.

CEO/Directeur de Publication



LANCEMENT DU PROGRAMME «WEE TO ME» PREMIÈRE ÉDITION

Le vendredi 25 octobre 2024, la WEE Association, sous la présidence d'Ismène AHAMIDE ZOUNMENO, a inauguré la première édition de «WEE TO ME». Cet événement a pour objectif de renforcer la solidarité entre les membres et d'offrir des opportunités concrètes d'amélioration aux entreprises dirigées par des femmes, en favorisant des échanges enrichissants et l'adoption de pratiques de gestion énergétique écoresponsables. Ce projet incarne l'engagement collectif des entrepreneures de l'association pour promouvoir l'autonomisation des femmes dans le secteur entrepreneurial au Bénin, tout en répondant aux défis environnementaux liés à l'énergie.

La première étape de

«WEE TO ME» a été marquée par une visite de l'usine de production FAKO, première entreprise à bénéficier de ce programme. Dans son discours de bienvenue, Ismène AHAMIDE ZOUNMENO a souligné la volonté des femmes entrepreneures de devenir des agents de changement au Bénin. Le concept «WEE TO ME», signifiant littéralement *«l'Association WEE vient vers moi»*, symbolise la volonté de l'association d'apporter un soutien concret à chaque membre pour l'accompagner dans son développement. *«Souvent, nous nous réunissons sans vraiment connaître l'activité de l'autre, ses défis et ses aspirations. Ce programme est conçu pour combler ce manque de compréhension mutuelle,»* a expliqué Ismène AHAMIDE, en insistant sur la solidarité

qui unit les membres de l'association.

Lors de cette visite, Colette YEHOUENOU, promotrice de FAKO, a eu l'occasion de partager l'histoire et les défis de son entreprise. Fondée en 2006, FAKO est devenue une société à responsabilité limitée (SARL) en 2021 après une première structuration en 2012. Cette progression témoigne de la persévérance de sa fondatrice, qui a su faire évoluer son entreprise avec le temps. Devant la délégation de la WEE, Colette a présenté les produits de FAKO, les processus de production, ainsi que les défis auxquels elle est confrontée, notamment la gestion de l'énergie et des déchets générés. Cette présentation a permis aux membres de la WEE de mieux comprendre les réalités opérationnelles de FAKO et

LANCEMENT DU PROGRAMME «WEE TO ME»



de réfléchir ensemble à des pistes d'amélioration.

Au-delà de la simple visite, le programme a permis des moments d'échange interactifs, tels que le **«Marshmallow Challenge»**, un atelier de réflexion collective destiné à encourager la créativité et à proposer des solutions concrètes pour

l'entreprise. Ce défi a suscité l'enthousiasme et permis aux membres d'émettre des idées novatrices pour améliorer la production et l'efficacité énergétique de FAKO. Colette YEHOUE-NOU, motivée par les suggestions reçues, s'est engagée à explorer et mettre en œuvre certaines des recommandations formulées par ses consœurs de la WEE.

Par ailleurs, un atelier spécifique sur l'efficacité énergétique a permis à FAKO de prendre conscience des gestes simples et des habitudes à adopter pour optimiser sa consommation d'énergie et réduire ainsi ses coûts tout en limitant son empreinte écologique.

Le programme «WEE TO ME» encourage les

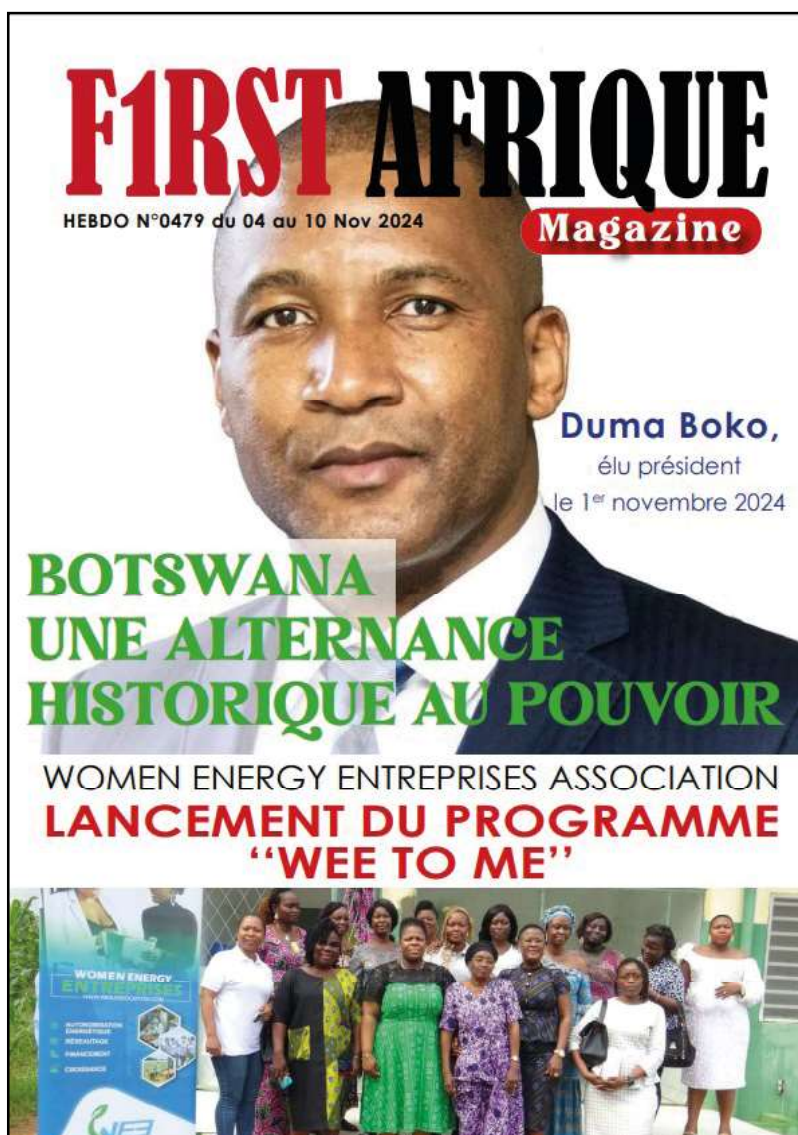
Découvrez

FIRST AFRIQUE Mag N°478

Votre rendez-vous hebdomadaire avec l'actualité africaine et internationale.

Dans cette édition, nous vous emmenons à la rencontre de femmes inspirantes, de partenariats stratégiques et de grandes avancées pour l'Afrique et au-delà !

Jetez un œil aux principaux sujets à ne pas manquer :



WOMEN ENERGY ENTERPRISES ASSOCIATION (WEE)

- **Lancement de la première édition du programme "WEE TO ME"** : Un programme inédit pour accompagner et propulser les femmes entrepreneurs vers des projets d'avenir. Découvrez comment cette initiative ambitionne de transformer le monde de l'entrepreneuriat féminin en Afrique !

BÉNIN / NSIA - Un partenariat stratégique au profit des agriculteurs béninois : Une collaboration qui promet un véritable coup de pouce pour les producteurs locaux. Plongez dans les détails de cette alliance prometteuse qui allie innovation et durabilité.

EXERCICE « AGOJIÉ 2024 » - Sécurité renforcée pour l'aéroport béninois : Retour sur cet exercice d'envergure pour assurer un haut niveau de sécurité et renforcer la protection des infrastructures stratégiques au Bénin.

INCLUSION FINANCIÈRE AU BÉNIN - Lancement officiel de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF) : Le gouvernement béninois franchit un cap pour offrir des solutions financières accessibles à tous. Explorez les mesures déployées pour rendre les services financiers inclusifs et sécurisés.

MAROC - Le Salon de l'Aéronautique décolle en beauté : Un rendez-vous incontournable pour les passionnés de l'aviation et les professionnels du secteur. Découvrez les temps forts et les nouveautés qui dessinent l'avenir du ciel marocain.

BOTSWANA - Alternance historique au pouvoir : Analyse et décryptage de cet événement majeur dans l'histoire politique du Botswana. Quels en sont les enjeux et les perspectives pour l'avenir ?

ROYAUME-UNI - Kemi Badenoch, une nouvelle figure de tête chez les Tories : Retour sur l'ascension politique de Kemi Badenoch, symbole de la diversité et de l'évolution du paysage politique britannique.

CRISE BUDGÉTAIRE EN FRANCE - Les Français face à l'impasse : Analyse des défis économiques qui frappent la France en cette période complexe. Quelle est la voie de sortie pour un pays en quête de solutions ?

JUDO - TATSURU SAITO : blessure et défaite du champion : Chronique d'un événement marquant dans le monde du sport, où même les champions affrontent des obstacles imprévus. Une leçon de résilience et de persévérance.

LANCEMENT DU PROGRAMME "WEE TO ME"



membres de l'association à adopter des pratiques de gestion durables, en favorisant des solutions énergétiques adaptées à leurs besoins. Pour FAKO, cette initiative a permis d'identifier plusieurs domaines prioritaires pour une gestion plus

efficace des ressources. Bien que l'entreprise utilise du gaz pour sa production, elle fait face à des défis dans la gestion des déchets et dans l'éclairage des locaux, des problématiques courantes pour de nombreuses PME au Bénin. Consciente de ces défis,

la WEE Association a offert un soutien concret sous forme d'équipements et de conseils : 10 ampoules LED à haute efficacité énergétique, un projecteur solaire de 60W pour l'éclairage extérieur, ainsi qu'une aide financière pour l'installation d'un bio-digesteur,

LANCEMENT DU PROGRAMME «WEE TO ME»

qui permettra de transformer les déchets organiques en énergie.

Ces contributions illustrent l'engagement de la WEE Association à promouvoir un entrepreneuriat féminin durable et respectueux de l'environnement. La WEE s'est également engagée à soutenir FAKO dans sa recherche de main-d'œuvre qualifiée en facilitant l'accès à des stagiaires via le programme AZOLI, un dispositif de stage destiné aux entreprises locales. La WEE a par ailleurs sollicité l'appui d'institutions partenaires pour assurer un accompagne-

ment continu de FAKO et encourager le développement de pratiques énergétiques plus responsables.

Cette journée de lancement a été marquée par des échanges enrichissants et un fort sentiment de solidarité. Les participantes sont reparties motivées et prêtes à poursuivre leur engagement pour un entrepreneuriat plus responsable et durable. Cette expérience collective, placée sous le signe de l'entraide et de l'innovation, a renforcé la détermination

de chaque membre de la WEE à continuer d'agir pour un avenir entrepreneurial plus vert et équitable au Bénin. Les entrepreneures de la WEE sont déjà impatientes de se retrouver pour la prochaine session de «WEE TO ME», avec l'espoir de continuer à transformer positivement d'autres entreprises dans le cadre de ce programme. ■



F1RST AFRIQUE

HEBDOMADAIRE
D'ANALYSES, D'INVESTIGATIONS ET DE STRATÉGIES

Global Leader

Wilfrid KINTOSSOU

Directeur de Publication

Wilfrid KINTOSSOU

Rédacteur en Chef

Maxime VIEIRA

Secrétaire de Rédaction

Audrey K. Segbo

Rédaction

Joseline F.

Syste Fiacre

Maxime Vieira

Wilfrid Kintossou

Audrey Kévine Segbo

Correction

Pascal HOUNKPATIN

Palette Graphique

First Afrique Prod

Editeur

FIRST AFRIQUE

N°Siret 528249766

RCS LILLE METROPOLE/France

Tél. WhatsApp +229 66055661

Email : direction@firstafrique.tv.bj

www.firstafrique.tv.bj

Avec First Afrique Tv,
c'est l'Afrique qui gagne et c'est l'actualité
autrement.



MAROC

AFRIQUE

LE SALON DE L'AÉRONAUTIQUE DÉCOLLE EN BEAUTÉ



LE SALON DE L'AÉRONAUTIQUE DÉCOLLE EN BEAUTÉ

Le Salon de l'Aéronautique de Marrakech, dont c'est la 7^e édition, s'est ouvert en grande pompe, illustrant l'essor continu du secteur aéronautique marocain. Depuis le 30 octobre 2024, les visiteurs affluent pour admirer une impressionnante exposition aérienne et terrestre, ainsi que des innovations technologiques marquantes.

UN SPECTACLE AÉRIEN ÉPOUSTOUFLANT

Les Forces Armées Royales du Maroc ont ouvert le salon avec des démonstrations aériennes captivantes. Boucles élégantes, croisements audacieux et figures en cœur ont fasciné les spectateurs, montrant la précision et la maîtrise des pilotes marocains. Ces spectacles ont été organisés pour faire vibrer les passionnés d'aviation, tout en illustrant l'expertise technique et la rigueur des forces aériennes du royaume.

UN HUB D'INNOVATION TECHNOLOGIQUE

Au sol, le salon propose une exposition impressionnante d'aéronefs civils et militaires, allant des petits jets privés aux hélicoptères de pointe. Plus de 200 exposants présentent

leurs modèles et technologies les plus récents, permettant aux visiteurs de découvrir de près les innovations dans le domaine de l'aéronautique. L'industrie aérospatiale mondiale se développe rapidement, et le Maroc s'affirme comme un acteur essentiel, notamment en Afrique. **« Le marché africain est en pleine expansion, et le Maroc est désormais un point stratégique pour le secteur aéronautique dans la région »,** déclare Badr Slaoui, directeur commercial de la société Crouzet, un acteur majeur en technologies aérospatiales. Cette entreprise française est implantée au Maroc depuis 1995 et considère le pays comme un tremplin vers le marché africain. Selon Slaoui, **« l'Afrique représente l'avenir du secteur, avec une demande croissante pour des solutions aéronautiques adaptées. »**

LE POIDS ÉCONOMIQUE DE L'AÉRONAUTIQUE AU MAROC

Le secteur aéronautique est un pilier économique clé pour le Maroc. Ryad Mezzour, ministre de l'Industrie et du Commerce, souligne l'impact de cette industrie : « Le secteur emploie plus de 24 000 pro-

fessionnels, et nos exportations dépassent les 2,3 milliards de dollars par an. » Le Maroc vise à doubler ces exportations au cours des prochaines années, avec l'ambition de consolider sa position comme hub stratégique pour les fabricants d'aéronefs et les fournisseurs de composants aéronautiques. Plus de 42 % des pièces détachées nécessaires à la fabrication d'un avion sont produites au Maroc, ce qui renforce l'importance du royaume dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Cette croissance rapide est soutenue par une main-d'œuvre qualifiée et un réseau d'entreprises locales et internationales qui collaborent pour répondre aux besoins d'un marché en évolution. Avec un appui gouvernemental fort et des partenariats internationaux, le Maroc cherche à attirer davantage d'investisseurs pour renforcer l'écosystème aéronautique et poursuivre son développement.

UN SALON TOURNÉ VERS L'AVENIR ET L'ENVIRONNEMENT

Cette année, les préoccupations environnementales et la durabilité sont au cœur du Salon de l'Aéronautique de Marrakech.

LE SALON DE L'AÉRONAUTIQUE DÉCOLLE EN BEAUTÉ

Pierre Bettini, directeur du marché mondial de l'aérospatial chez Crouzet, explique que le secteur prend des mesures pour réduire son impact environnemental. « **Notre démarche de développement durable comporte deux volets. Le premier est d'aider nos clients, les fabricants d'aéronefs, à réussir leur électrification, en développant des composants pour réduire la consommation de carburant, voire l'éliminer. Le second volet concerne nos propres usines, que nous rendons plus durables grâce à des processus de fabrication éco-responsables** », affirme-t-il. Les solutions vertes exposées lors de cette édition incluent des systèmes de propulsion électrique et des innovations pour les drones autonomes, qui promettent d'améliorer la sécurité tout en réduisant les coûts et l'empreinte carbone. Ces technologies, encore en développement, sont perçues comme des éléments cruciaux pour l'avenir de l'aviation, car elles répondent aux enjeux environnementaux actuels

tout en assurant des performances accrues.

UNE PLATEFORME D'ÉCHANGES ET DE PARTENARIATS

Le Salon de l'Aéronautique de Marrakech représente aussi une plateforme d'échanges pour les professionnels et les décideurs du secteur. Chaque édition permet de créer des partenariats stratégiques, d'élargir les réseaux d'affaires et d'explorer de nouvelles opportunités dans les marchés émergents. Le Maroc, avec son infrastructure en expansion et sa situation géographique stratégique, devient une porte d'entrée pour le marché africain, offrant aux entreprises internationales un accès direct à une région en forte croissance.

Cette 7^e édition du Salon de l'Aéronautique, qui se poursuit jusqu'au 2 novembre 2024, est une opportunité pour le Maroc de démontrer son engagement à devenir un acteur incontournable dans le domaine de l'aéronautique. En mettant l'accent sur la durabilité et en attirant les meilleurs talents

et technologies, le pays se prépare à renforcer sa place dans l'industrie aéronautique mondiale.

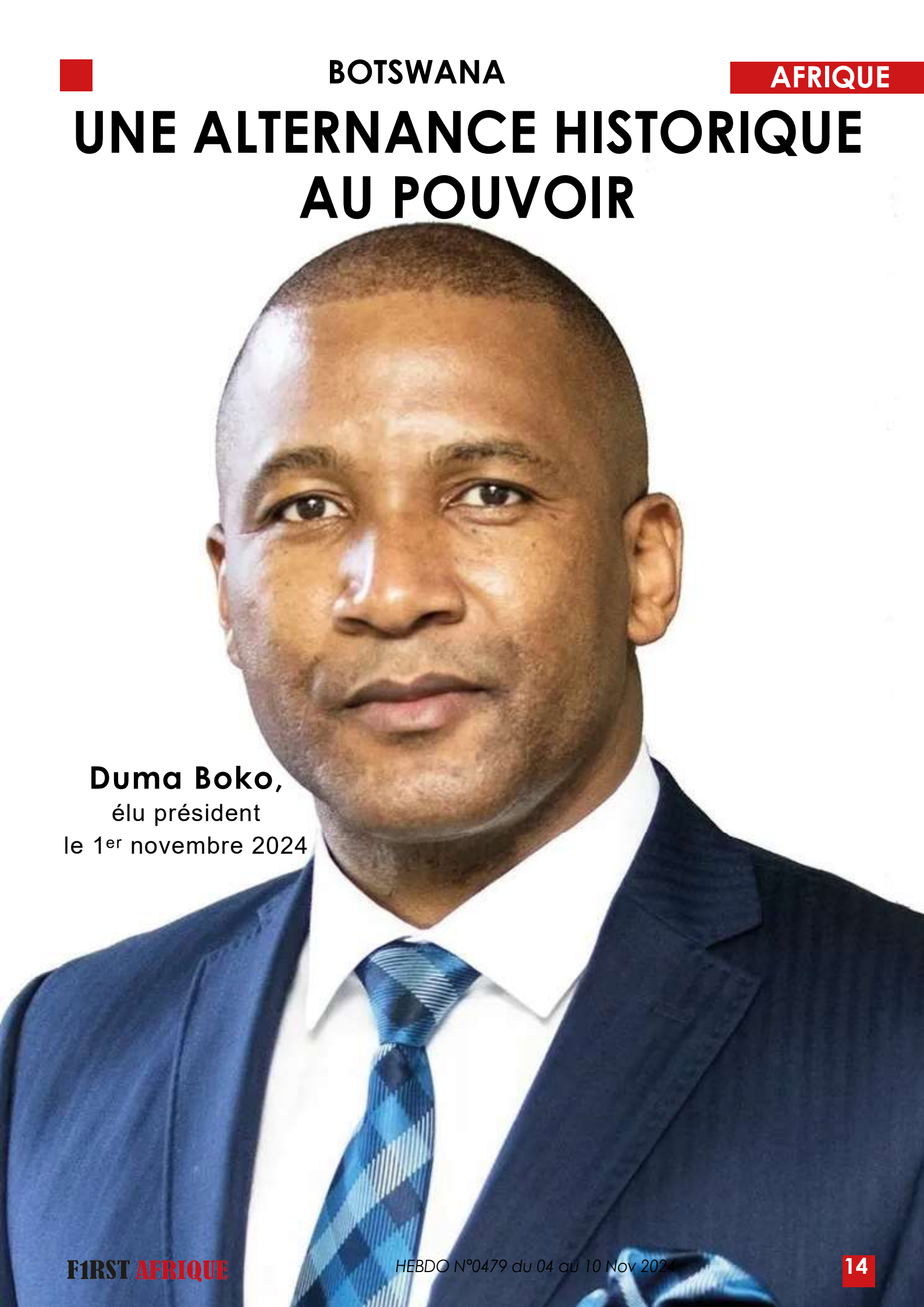
PERSPECTIVES POUR L'AVENIR

À mesure que le secteur continue de croître, le Maroc entend tirer parti de sa main-d'œuvre qualifiée, de ses installations modernes et de son environnement politique stable pour attirer davantage d'investissements. Cette vision d'un Maroc tourné vers l'aérospatial n'est pas seulement un atout économique, mais aussi un symbole de sa capacité à innover et à se positionner comme un leader régional.

Le Salon de l'Aéronautique de Marrakech est désormais un rendez-vous incontournable, où les innovations, la coopération et le développement durable occupent une place centrale. Les ambitions du Maroc dans ce secteur dynamique ne cessent de se concrétiser, consolidant sa position comme une référence en Afrique et un acteur de poids sur la scène internationale. ■



UNE ALTERNANCE HISTORIQUE AU POUVOIR

A portrait of Duma Boko, a man with short dark hair, wearing a dark blue suit, white shirt, and a blue patterned tie. He is looking directly at the camera with a neutral expression.

Duma Boko,
élu président
le 1^{er} novembre 2024

UNE ALTERNANCE HISTORIQUE AU POUVOIR

Le Botswana, pays d'Afrique australe connu pour sa stabilité politique depuis son indépendance en 1966, a vécu un moment historique avec la victoire de l'opposition aux élections générales. Vendredi 1er novembre, la commission électorale a annoncé la victoire de l'Union pour le Changement Démocratique (UDC), une coalition de gauche menée par Duma Boko, marquant la fin du règne du Parti Démocratique du Botswana (BDP). Ce parti, au pouvoir depuis près de six décennies, a accepté sa défaite, et son chef, le président sortant Mokgweetsi Masisi, a promis une transition paisible.

Le BDP, qui dirigeait le Botswana sans interruption depuis l'indépendance, a reconnu sa défaite après l'annonce des résultats. « **Nous avons eu tout faux aux yeux du peuple** », a déclaré Mokgweetsi Masisi lors d'une conférence de presse. Le BDP, autrefois incontesté dans le paysage politique botswanais, n'a pu obtenir qu'une minorité des sièges au Parlement,

passant de la première à la troisième force politique du pays. Ce déclin historique reflète l'insatisfaction croissante de la population face à un parti qu'elle jugeait déconnecté et incapable de répondre aux défis économiques et sociaux du pays.

La campagne de Masisi et du BDP, basée sur la continuité et la promesse de réformes progressives, n'a pas convaincu une population affectée par des années de stagnation économique et d'inégalités. Le taux de chômage dépasse aujourd'hui les 25 %, et les inégalités de revenus sont parmi les plus élevées au monde. La dépendance excessive de l'économie au secteur du diamant, pilier de la richesse du Botswana, a été mise à mal par une chute de la demande mondiale, exacerbant les problèmes structurels du pays.

Duma Boko, leader de l'UDC et avocat réputé pour sa défense des droits humains, devrait accéder à la présidence. Son parcours contraste nettement avec celui de Mokgweetsi Masisi. Né dans un village modeste,

Boko a réussi, grâce à des études brillantes et un parcours atypique, à s'imposer comme l'une des figures les plus respectées de la vie politique botswanaise. Diplômé de Harvard, il avait tenté deux fois sans succès de prendre la tête du pays avant de triompher cette année.

La campagne de Boko s'est concentrée sur des thèmes de justice sociale, de lutte contre la pauvreté et de lutte contre la corruption. Il a promis de créer des emplois et d'améliorer l'accès aux soins de santé, thèmes particulièrement attractifs pour une population jeune confrontée à un marché de l'emploi limité. Son message d'espoir et de renouveau a séduit une majorité de l'électorat, notamment les jeunes et les classes populaires qui ont massivement voté pour l'UDC.

Dans une publication sur les réseaux sociaux, Boko a célébré sa victoire en écrivant : « **Le changement est là.** » Ses partisans, arborant des t-shirts à son effigie, ont envahi les rues pour fêter cette victoire historique, symbolisant un véritable tournant poli-

UNE ALTERNANCE HISTORIQUE AU POUVOIR

A photograph of Mokgweetsi Masisi, the President of Botswana, wearing a red suit and a striped tie. He is gesturing with his right hand raised, palm facing forward, as if speaking or making a point. The background is a solid blue color.

*Le président sortant **Mokgweetsi Masisi**, a reconnu sa défaite après l'annonce des résultats.*

tique dans le pays.

Les défis économiques auxquels fait face le Botswana sont l'un des plus grands obstacles pour le nouveau gouvernement. La dépendance du pays à l'industrie minière, en particulier au diamant, constitue une fragilité majeure pour l'économie nationale. Le ralentissement de la demande mondiale de diamants a exposé cette vulnérabilité, et le pays doit trouver de nouvelles voies de diversification économique pour garantir une croissance durable.

Le chômage, particulièrement élevé chez les jeunes, et les inégalités sont des problèmes que Boko devra aborder en priorité. La population botswanaise, majoritairement jeune, attend des réformes concrètes pour améliorer leurs conditions de vie et leurs perspectives d'emploi. Boko s'est engagé à créer un environnement économique plus inclusif et à améliorer la transparence des institutions afin de lutter contre la corruption.

La pression sur l'UDC est donc forte. Si l'opposition a réussi à s'unir sous la bannière de l'UDC pour remporter les élections, la gestion des différentes factions internes pourrait s'avérer complexe une fois au pouvoir. La capacité de Boko à maintenir cette cohésion et

UNE ALTERNANCE HISTORIQUE AU POUVOIR

à prendre des décisions audacieuses pour relancer l'économie sera cruciale.

Mogkweetsi Masisi, âgé de 63 ans, a promis de faciliter la transition et de respecter le choix démocratique du peuple. Dans ses déclarations, il a affirmé vouloir devenir « **une opposition loyale qui demande des comptes au gouvernement** ». Cet engagement marque un exemple de maturité politique dans un continent où les transitions démocratiques pacifiques sont souvent difficiles. Masisi a également fait un bilan honnête de la situation, reconnaissant les erreurs de son parti. En exprimant sa volonté de participer de manière constructive au processus démocratique, il assure une transition stable qui permettra à l'UDC de se concentrer sur les réformes sans craindre d'obstacles institutionnels.

Cette première alternance politique marque un tournant dans l'histoire du Botswana. Les Batswana ont exprimé leur désir de changement et leur foi en un système démocratique où le pouvoir peut changer de main pacifiquement. Ce résultat envoie également un signal aux autres nations africaines, démontrant qu'une transition démocratique est non seulement possible mais peut être un moteur de renouveau et d'amélioration pour les populations.



Le succès de l'UDC et de Duma Boko dépendra de sa capacité à répondre aux attentes élevées de ses électeurs et à réaliser les réformes promises. Cependant, cette alternance constitue déjà une avancée importante pour la démocratie botswanaise et un espoir pour l'avenir du pays. ■

LES FRANÇAIS FACE À L'IMPASSE



La crise budgétaire qui secoue la France plonge ses citoyens dans l'inquiétude, alors que le gouvernement fait face à une situation financière tendue et inédite. Les débats parlementaires sur le budget, suspendus et prévus pour reprise le 5 novembre, sont suivis par un public sidéré et souvent désorienté. En l'espace de quelques mois, l'opinion publique a basculé dans une anxiété collective face aux déficits croissants et à la dette.

En juin 2024, avant les élections législatives, une enquête Ipsos a montré que les Français se concentraient principalement sur des sujets comme le

pouvoir d'achat, l'immigration et la sécurité, reléguant le déficit public au second plan. Mais l'annonce choc de Bruno Le Maire, ministre de l'Économie démissionnaire, sur un déficit de 16 milliards d'euros supplémentaire a provoqué un électrochoc dans l'opinion. Depuis, la situation budgétaire est au cœur des préoccupations, la question de la dette ayant grimpé dans les priorités des Français. Des sondages révélateurs d'une inquiétude croissante. Plusieurs sondages, dont celui d'Ipsos pour La Tribune Dimanche, montrent une montée en flèche de la préoccupation pour les déficits publics. Aujourd'hui, 82 % des Français jugent urgent de réduire la dette publique,

tandis que 41 % estiment que cela est « très urgent ». Un autre sondage Elabe indique que 74 % des personnes interrogées croient qu'il est possible de maintenir la qualité des services publics en réduisant les dépenses, notamment par la réorientation des aides aux entreprises et la diminution de certaines prestations sociales. Les Français semblent perdus face à une situation de plus en plus confuse, marquée par des annonces contradictoires et des mesures budgétaires floues. Michel Barnier, nouveau Premier ministre, voit sa popularité baisser, et la confiance dans sa capacité à rétablir les comptes publics s'effrite. Même le président Emmanuel Macron subit une chute

LES FRANÇAIS FACE À L'IMPASSE

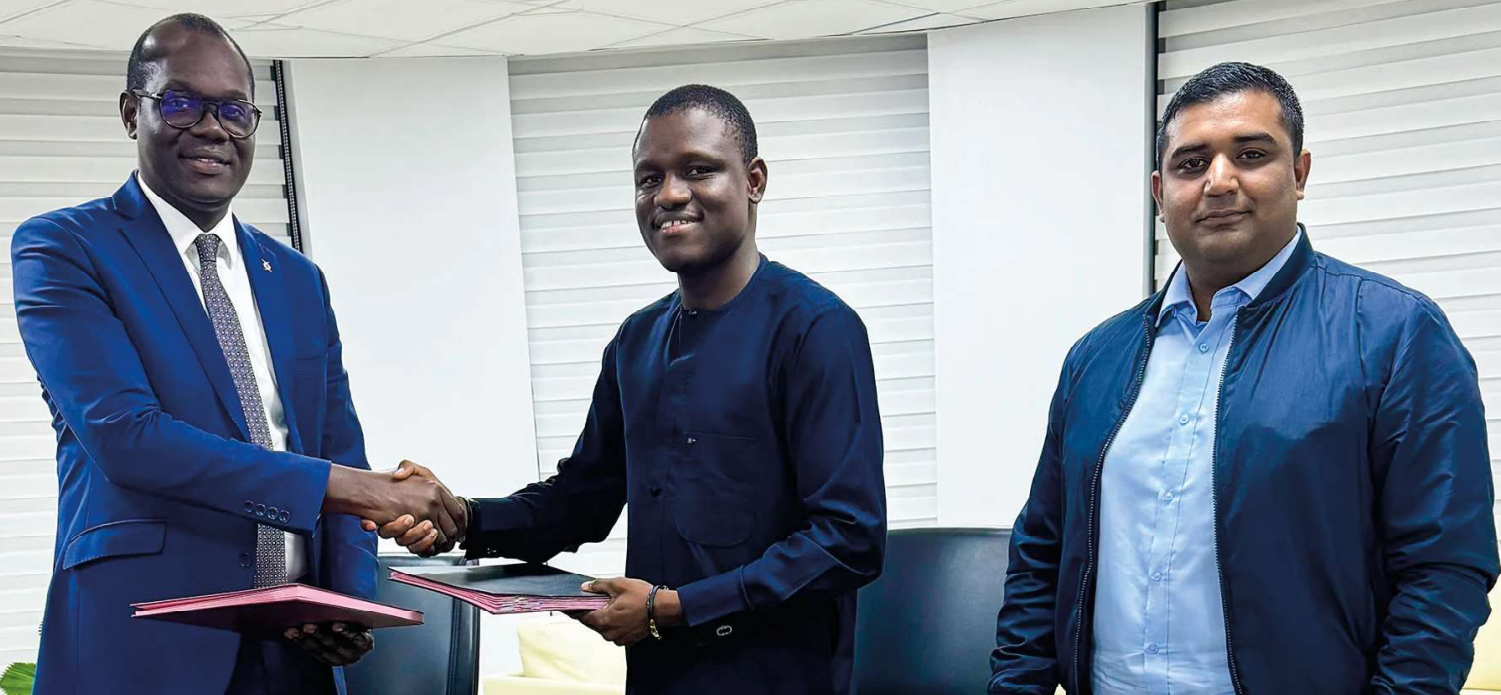
de popularité, comparable aux pires heures de la crise des gilets jaunes. Près d'un Français sur deux considère désormais la situation économique du pays comme « **extrêmement grave** ». Les annonces budgétaires successives, les débats sans fin au Parlement et les critiques des agences de notation alimentent un sentiment de perte de contrôle, ressenti tant par les ménages que par les entreprises. Cette situation a même poussé le président de la Cour des comptes à qualifier les déficits de « hors de contrôle », intensifiant la perception d'un pays en déclin économique. Loin de la « **clarification** » promise, la situation est devenue plus opaque et anxiogène pour les citoyens. Les annonces gouvernementales oscillent entre propositions de réductions de dépenses pour certains, et hausses d'impôts pour d'autres, laissant les Français dans un climat d'incertitude permanente. Le flou persistant complique encore la tâche pour ceux qui cherchent à comprendre la direction économique du pays. Les débats, souvent techniques et chiffrés, sont devenus inaccessibles pour une grande partie de la population, qui se sent déconnectée de l'action gouvernementale. La France est aujourd'hui en proie à une profonde

défiance politique. Une enquête du Cevipof révèle un pessimisme croissant chez les Français, renforcé par la crise budgétaire. Cette défiance se traduit par des interrogations constantes : comment en est-on arrivé là ? Est-il possible d'éviter une crise économique majeure ? L'incompréhension et le sentiment d'abandon se font d'autant plus sentir que l'État semble avoir perdu de sa puissance et de sa capacité de décision face aux déficits colossaux. Face à cette situation, les Français sont en quête de clarté et d'une vision. Un débat démocratique transparent, reposant sur un projet de société partagé, apparaît aujourd'hui comme une nécessité. Or, les incertitudes budgétaires et les annonces floues rendent toute tentative de projection difficile. Les citoyens demandent de plus en plus un mandat populaire pour légitimer les choix budgétaires du gouvernement. En effet, la plupart s'interroge : le gouvernement a-t-il le mandat pour effectuer des coupes drastiques dans les dépenses publiques, ou pour réformer la fiscalité de manière équitable ? Les nombreux défis auxquels fait face l'exécutif montrent qu'une simple réduction de la dette ne suffira pas. Les Français veulent des

réponses sur la justice et l'équité des mesures, sur l'avenir du système social et sur la gestion des finances publiques. La complexité de ces choix soulève des questions fondamentales sur le modèle de société souhaité, questions auxquelles les décideurs doivent désormais répondre. Pour sortir de cette crise, il semble impératif que le gouvernement engage un dialogue social ouvert et transparent, permettant de débattre des choix budgétaires et de les justifier. La complexité des enjeux appelle un travail pédagogique et une clarification des priorités : quel type de société voulons-nous construire et quelles en seront les conséquences ? Le risque est grand que l'absence de concertation renforce l'anxiété générale et alimente la défiance envers les institutions.

La crise budgétaire actuelle place la France dans une situation délicate, où les attentes des citoyens s'opposent aux contraintes économiques. Pour répondre à cette crise, le gouvernement devra repenser son approche et proposer une vision cohérente et partagée, capable de redonner espoir et confiance dans l'avenir. ■

PARTENARIAT STRATÉGIQUE POUR LES AGRICULTEURS



NSIA Assurances, leader de l'assurance au Bénin, a récemment signé un partenariat stratégique avec PULA, entreprise de renommée mondiale spécialisée dans les solutions d'assurance agricole innovante. Ce partenariat vise à offrir une protection accrue aux agriculteurs béninois, qui affrontent quotidiennement divers risques naturels. La cérémonie de signature s'est tenue à Cotonou le 21 août 2024, en présence de M. Max Fabrice Agbota, Directeur Géné-

ral de NSIA Assurances, de M. Pierre Sagara, Directeur Régional pour la Zone Francophone de PULA, et de M. Amtoj Singh, Directeur des Opérations d'Assurance.

Cet accord est le fruit d'une démarche conjointe entre les deux partenaires, et répond à un besoin croissant de sécurisation du secteur agricole au Bénin, pilier essentiel de l'économie nationale. En tant qu'assureur leader, NSIA Assurances apporte une expertise de 26 ans d'opération dans le pays.

Ce partenariat a pu voir le jour suite à l'obtention d'un agrément spécial, délivré par la Commission Régionale de Contrôle des Assurances (CRCA) et validé par le Ministère de l'Économie et des Finances. Cet agrément permet à NSIA d'offrir des produits d'assurance agricole sous la branche 6 « **Autres assurances agricoles** », une première étape pour le développement de solutions spécifiquement adaptées aux besoins des producteurs locaux. Les services proposés à travers cette collaboration

PARTENARIAT STRATÉGIQUE POUR LES AGRICULTEURS

avec PULA incluent des garanties contre les risques climatiques et environnementaux majeurs, tels que les sécheresses, les inondations, les maladies des cultures et la mortalité du bétail. Ces produits permettront aux agriculteurs béninois de bénéficier d'une couverture financière face aux aléas climatiques et aux autres catastrophes naturelles. PULA, spécialiste de l'insurtech agricole, apporte une technologie avancée et des solutions adaptées aux petits exploitants, leur assurant ainsi une résilience accrue face aux risques. M. Max Fabrice Agbota, lors de la cérémonie, a souligné l'importance de cet accord : « **Ce partenariat avec PULA est une étape décisive dans notre engagement à soutenir l'agriculture béninoise. Comme le dit l'adage, 'La terre est le seul bien qui vaille, car c'est elle qui nourrit l'homme'. En collaborant avec un leader de l'assurance agricole comme PULA, nous offrons aux agriculteurs béninois la possibilité de se prémunir contre les risques climatiques et de garantir la pérennité de leurs exploitations.** » Il a également exprimé la volonté de NSIA de se positionner en tant que compagnie d'assurance leader en qualité de ser-

vice, rentabilité et attractivité, en répondant aux besoins des acteurs clés de l'économie béninoise. Ce partenariat entre dans la stratégie de NSIA visant à étendre son offre de services pour inclure des solutions d'assurance innovantes et ciblées. En s'associant avec PULA, NSIA souhaite garantir un avenir plus sûr aux producteurs agricoles, qui sont souvent les plus exposés aux risques économiques liés aux catastrophes naturelles. De son côté, M. Pierre Sagara, Directeur Régional de PULA, a partagé son enthousiasme face à cette collaboration : « **Nous sommes ravis de nous associer à NSIA Assurances pour étendre nos services au Bénin. Ensemble, nous allons non seulement améliorer la résilience des agriculteurs béninois face aux aléas climatiques, mais aussi contribuer à l'essor de l'agriculture, qui est un pilier essentiel de l'économie béninoise.** » Il a ajouté que ce partenariat s'inscrit dans une démarche de long terme visant à soutenir les petits exploitants agricoles à travers des solutions abordables et pratiques. Grâce à la combinaison de l'expertise technique de PULA et de l'expérience locale de NSIA, les produits d'assurance proposés in-

cluront des innovations spécifiques, telles que l'utilisation de données satellitaires et d'algorithmes de modélisation de risques. Ces technologies aideront à évaluer avec précision les pertes dues aux sécheresses et aux inondations, et faciliteront le paiement rapide des indemnisations aux agriculteurs touchés. La mission de NSIA est de devenir la compagnie d'assurance de référence pour le secteur agricole au Bénin, contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de vie et de travail des agriculteurs, qui représentent une part importante de la population active du pays. Les produits d'assurance développés dans le cadre de ce partenariat permettront aux agriculteurs de minimiser leurs pertes financières, et d'investir dans de nouvelles pratiques agricoles qui renforceront la durabilité de leurs exploitations.

En associant l'innovation technologique de PULA à la présence forte de NSIA au Bénin, ce partenariat aspire à renforcer la résilience des exploitations agricoles du pays, tout en répondant aux besoins spécifiques des producteurs dans un contexte d'incertitudes climatiques croissantes. ■

EXERCICE “AGOJIÉ 2024” POUR UN AÉROPORT SÉCURISÉ

L'aéroport international de Cotonou a récemment été le théâtre de l'exercice de simulation « Agojié 2024 », visant à tester l'efficacité de son plan d'urgence de gestion de crise. Cet exercice a mobilisé plusieurs entités nationales, civiles et militaires, autour d'un scénario complexe de crise impliquant une saisie illicite d'aéronef. L'objectif était de mettre à l'épreuve la réactivité, la coordination et l'organisation des équipes dans un environnement simulé de haute tension.

L'exercice, qui s'est déroulé dans des conditions réalistes, visait à identifier les points forts et les faiblesses des procédures de gestion de crise à l'aéroport de Cotonou, tout en garantissant la sécurité des opérations.

Léon Babadjihou, directeur de l'exercice, a salué la réussite de la simulation : « *Je n'ai pas encore connaissance de toutes les observations faites, mais je dirais que c'est déjà une réussite parce qu'un exercice réussit lorsque tous les éléments du scénario sont bien joués. Nous avons éprouvé la réactivité des différentes entités et regardé*

l'organisation de l'équipe de gestion de crise, comment les décisions sont prises. Tout cela sera analysé pour prendre des décisions dans le sens de réajuster les éléments du plan d'urgence. »

Ces propos illustrent l'objectif de la simulation : évaluer la capacité des équipes à réagir rapidement et efficacement face à une crise simulée de grande ampleur. Babadjihou a également souligné l'importance de la phase d'analyse post-exercice, qui permettra de mettre à jour le plan d'urgence en fonction des observations recueillies et des lacunes identifiées.

Pour Joël Genty, directeur général de la Société des aéroports du Bénin (SAB), la simulation a également permis de tester la coordination des différentes équipes impliquées. « *Un aéroport, c'est une famille. Sur le principe, nous avons des procédures d'exercice d'urgence qui sont établies et que nous avons remises à jour. Aujourd'hui, force est de constater que ces nouvelles procédures fonctionnent et que nous sommes satisfaits du travail, même si on sait que dans tout exercice, il y a des choses à améliorer. La*

coordination est la base de fonctionnement d'un aéroport. »

Ce commentaire met en lumière l'importance de la coordination, non seulement entre les différentes équipes de l'aéroport, mais également avec les entités extérieures telles que les forces de sécurité. La simulation « Agojié 2024 » a donc permis de renforcer les liens entre ces entités, contribuant ainsi à une gestion harmonieuse des opérations en situation de crise.

Colonel Herman William Avocanh, chef d'état-major de l'Armée de l'air, représentait le chef d'état-major général et a rappelé l'importance d'un suivi constant du plan d'urgence : « *C'est un exercice d'évaluation des mesures de coordination dans le cadre de la gestion de crises majeures. Aujourd'hui nous avons travaillé sur une thématique de défense qui est la saisie illicite d'un aéronef. Nous avons eu l'occasion de tester le plan d'urgence de l'aéroport et de voir les défaillances éventuelles.* »

Il a également souligné la nécessité d'adapter en permanence les procédures de gestion de crise pour faire face aux me-



Léon Babadjihou, directeur de l'exercice

naces évolutives. En effet, les risques de saisie d'aéronef et d'autres menaces sécuritaires nécessitent une vigilance constante, et un plan d'urgence ne peut rester statique face à un environnement de menaces en perpétuelle mutation.

L'exercice « **AGOJIÉ 2024** » représente une avancée significative pour la sécurité de l'aéroport de Cotonou et met en lumière des axes d'amélioration essentiels. Parmi les points à renforcer, on retrouve la communication entre les différentes entités, la rapidité de réaction, ainsi que la capacité à anticiper les actions à entreprendre dans les premières minutes d'une crise.

Après l'exercice, un débriefing est prévu avec toutes les parties prenantes pour analyser en détail les performances des équipes et identifier les axes de per-

fectionnement. Cet exercice de retour d'expérience permettra de rassembler toutes les observations et d'intégrer les enseignements tirés dans une version actualisée du plan d'urgence.

L'exercice « **AGOJIÉ 2024** » témoigne de l'engagement des autorités béninoises à garantir la sûreté de l'aéroport de Cotonou et, plus largement, de son système de transport aérien. Ce type d'exercice, mené en collaboration avec diverses institutions locales, est essentiel pour que le Bénin soit prêt à réagir de manière rapide et coordonnée face à toute menace potentielle.

Ce test grandeur nature n'est qu'une étape parmi d'autres dans la quête d'une sécurité maximale pour les passagers et le personnel de l'aéroport. À travers cet exercice, le Bénin renforce son dispo-

sitif de gestion de crise en adaptant constamment ses procédures aux défis contemporains. Pour les voyageurs, cette simulation est un gage de sécurité, tandis que pour les autorités, elle constitue un outil précieux pour bâtir un environnement aéroportuaire sûr et résilient.

« Agojié 2024 » a démontré que l'aéroport de Cotonou est prêt à faire face à des crises majeures. Les responsables ont tiré parti de cet exercice pour identifier les faiblesses potentielles et assurer que la sécurité de l'aéroport reste une priorité. Avec une approche proactive et une volonté d'amélioration continue, l'aéroport de Cotonou se dote d'outils pour une gestion de crise efficace, garantissant ainsi la sécurité des usagers et du personnel face aux menaces de demain. ■

KEMI BADENOCH À LA TÊTE DES TORIES

Le Parti conservateur britannique a élu Kemi Badenoch comme nouvelle cheffe, marquant un tournant historique pour le Royaume-Uni. Ce samedi 2 novembre, après une élection interne intense, l'ancienne ministre du Commerce a remporté le leadership des tories, succédant à Rishi Sunak après la défaite électorale cuisante de juillet qui a coûté 240 sièges au parti. Éluée avec près de 54 000 voix contre 41 000 pour son rival, Robert Jenrick, Badenoch devient la première femme noire et la première personne d'origine africaine à diriger un des principaux partis britanniques.

Dans son discours de victoire, Badenoch a affiché sa volonté de recentrer les priorités du parti. « Le temps est venu de dire la vérité, de défendre nos principes, de planifier notre avenir et de donner au parti et au pays le renouveau qu'ils méritent », a-t-elle affirmé. Forte d'un franc-parler et d'une vision résolument conservatrice, elle a insisté sur la nécessité pour les tories de renouer avec les valeurs fondamentales du parti afin de regagner la confiance des électeurs. Née à Londres il y a 44 ans, Badenoch a passé une partie de son enfance au Nigeria avant de retourner



au Royaume-Uni pour ses études à l'âge de 16 ans. Ces expériences internationales ont fortement influencé sa vision politique et sa préférence pour la sécurité, la démocratie, et la liberté, des valeurs qu'elle place au cœur de son engagement conservateur. Elle raconte que son enfance au Nigeria, où la précarité et la peur sont omniprésentes, a façonné sa conviction que la stabilité politique et la sécurité doivent toujours primer. Après des études en ingénierie et une carrière dans le secteur privé, elle s'est lancée en politique, se hissant progressive-

ment dans les rangs du Parti conservateur. Au fil des années, elle s'est imposée comme une voix affirmée, se positionnant sur des questions souvent polémiques, comme la restriction des droits des personnes trans lorsqu'elle était ministre des Femmes et de l'Égalité.

Fidèle admiratrice de Margaret Thatcher, Badenoch a mené une campagne où elle a mis en avant des valeurs et des principes plus que des mesures politiques spécifiques. Pour elle, le renouveau du Parti conservateur passe par un retour aux fondements

idéologiques : « Avant de prétendre reconquérir le pouvoir, il nous faut admettre nos erreurs et affirmer à nouveau nos valeurs », a-t-elle déclaré dans un de ses discours.

Son franc-parler et sa posture directe ne sont pas sans controverse. Récemment, Badenoch a critiqué les politiques d'élargissement du congé maternité, estimant qu'elles allaient « trop loin ». Elle est également favorable à une approche conservatrice stricte sur les questions de genre et s'oppose à l'accès des personnes trans aux espaces réservés aux femmes, une position qui lui a valu autant de critiques que de soutiens au sein du parti. L'élection de Badenoch intervient dans un contexte de désillusion envers le Parti conservateur, qui doit faire face à un effondrement de sa popularité. La défaite électorale de juillet dernier a révélé un fossé grandissant entre les tories et une grande partie de l'électorat, qui dénonce une gestion économique et sociale inadéquate. Le défi pour Badenoch est donc de taille : il lui faudra non seulement restaurer la confiance au sein du parti, mais également démontrer aux citoyens que les tories peuvent encore incarner un leadership crédible.

Dans son discours inaugural, Badenoch a insisté sur l'importance de repenser les politiques économiques et sociales, pointant du doigt des erreurs de gestion des pré-

cédents gouvernements conservateurs, tout en s'engageant à bâtir une feuille de route claire pour l'avenir. En rappelant l'héritage de Thatcher, elle appelle les tories à se concentrer sur les questions de sécurité et de liberté économique, qu'elle considère essentielles pour le développement du pays. Ses partisans voient en Kemi Badenoch une potentielle candidate au poste de Premier ministre pour les élections de 2030. Sa jeunesse, son profil international, et son attachement aux valeurs conservatrices en font une figure prometteuse. Dans son cercle de proches, on la décrit comme une dirigeante rigoureuse, capable de moderniser le Parti conservateur sans en trahir l'essence. Certains voient même en elle la « future Margaret Thatcher », une comparaison flatteuse, bien que Badenoch ait encore un long chemin à parcourir pour atteindre une telle notoriété.

Cependant, ses positions tranchées et sa vision très conservatrice pourraient également lui nuire en repoussant une partie de l'électorat plus centriste, en particulier sur des sujets tels que les droits des minorités et les politiques sociales. La ligne dure qu'elle défend sur des questions sensibles pourrait s'avérer être un défi dans un Royaume-Uni en mutation, où des mouvements progressistes gagnent du terrain.

L'élection de Kemi Bade-

noch représente bien plus qu'une simple transition de leadership au sein du Parti conservateur ; elle marque une avancée historique en termes de diversité politique. Le Royaume-Uni, autrefois dominé par une classe politique principalement blanche, voit aujourd'hui à la tête d'un de ses principaux partis une femme noire, d'origine africaine, qui se dit « honorée de porter les valeurs des tories ». C'est un symbole fort qui pourrait influencer l'avenir du pays et des jeunes générations issues de la diversité.

Badenoch a promis de se mettre rapidement au travail pour construire un parti plus en phase avec les préoccupations des citoyens britanniques. « Je me tiens devant vous aujourd'hui comme preuve que les opportunités existent pour tous ceux qui croient en nos valeurs et sont prêts à travailler dur », a-t-elle déclaré lors de son premier discours en tant que cheffe du Parti conservateur.

Kemi Badenoch incarne un changement de cap pour les tories, un retour aux principes fondateurs du parti mais aussi un renouveau en termes de représentation. Reste à voir si sa vision conservatrice et ses réformes suffiront à redonner au Parti conservateur son statut auprès des électeurs, pour une potentielle reconquête du pouvoir en 2030.

LANCEMENT OFFICIEL DE LA SNIF



Le Bénin a marqué une étape clé dans son développement socio-économique avec le lancement officiel, le jeudi 31 octobre 2024 à Cotonou, de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF), adoptée par le conseil des ministres en mars 2023. Cette stratégie vise à élargir l'accès aux services financiers pour tous les citoyens, et la cérémonie de lancement a pris la forme d'un atelier d'information qui a rassemblé les acteurs majeurs du secteur financier, des représentants de la société civile, ainsi que des partenaires internationaux tels que

la BCEAO et le Luxembourg.

Lors de cette session inaugurale, Romulus BLOKOU, Secrétaire Permanent de la SNIF, a souligné l'importance de l'inclusion financière pour favoriser le développement durable et réduire les inégalités au Bénin. Il a rappelé que cette stratégie, adoptée en mars 2023 par le Conseil des ministres, témoigne d'un engagement fort du gouvernement en faveur d'une plus grande accessibilité aux services financiers, quels que soient le niveau socio-économique, la localisation ou le niveau d'alphabétisation

des citoyens. La SNIF cible ainsi l'accès aux services bancaires, d'épargne, de crédit, d'assurance, ainsi que les paiements, notamment digitaux. « **La SNIF est le fruit de nombreuses concertations et vise à transformer notre système financier en un moteur d'inclusion sociale et de croissance économique. Cette stratégie entend toucher les populations les plus vulnérables, notamment les femmes, les jeunes, les personnes en situation de handicap, les salariés, les travailleurs du secteur informel, les PME, ainsi que les habitants des zones rurales** », a précisé Romu-

LANCEMENT OFFICIEL DE LA SNIF

lus BLOKOU. Il a également souligné que cet atelier est une occasion cruciale pour établir une vision partagée et renforcer la coopération entre le secteur public, le secteur privé et la société civile afin de rendre l'inclusion financière accessible à tous les Béninois.

Ayédjo ONODJE, Conseiller du Directeur National de la BCEAO pour le Bénin, a félicité les efforts du pays dans l'augmentation de l'inclusion financière, en se référant aux chiffres récents : le taux global d'utilisation des services financiers, ajusté du taux de bancarisation, a grimpé de 53,53 % en 2013 à 87,72 % à la fin de l'année 2023. **« Ce taux illustre le niveau d'inclusion financière en intégrant l'ensemble des services offerts par les banques, les institutions de microfinance, les caisses d'épargne, le trésor public, ainsi que les émetteurs de monnaie électronique. Le taux de bancarisation strict, en particulier, a atteint 36,59 % fin décembre 2023, contre 25,36 % en 2013, tandis que le taux de bancarisation élargi a bondi à 86,90 % en 2023, un progrès significatif »,** a-t-il précisé. La BCEAO a d'ailleurs salué les actions du gouvernement béninois visant à créer un cadre favorable à une coordination efficace des acteurs financiers pour

plus d'impact.

Yacoubou AMADOU, représentant le ministre d'État chargé du développement et de la coordination de l'action gouvernementale, a détaillé les principales priorités de la SNIF. **« Bien que le Bénin ait accompli des progrès en matière d'inclusion financière, les défis restent nombreux, particulièrement en ce qui concerne la qualité, le coût et l'accessibilité des services pour les populations vulnérables »,** a-t-il affirmé. La SNIF se fixe trois objectifs majeurs : renforcer le cadre institutionnel et réglementaire, améliorer l'offre de produits et services financiers, et promouvoir l'éducation financière ainsi que la protection des consommateurs. Selon Yacoubou AMADOU, ce projet représente un effort collectif, au-delà du gouvernement, impliquant également le secteur privé et les organisations de la société civile, afin de construire une synergie qui facilitera l'atteinte des objectifs d'inclusion financière.

La présence de partenaires internationaux au lancement de la SNIF témoigne de l'intérêt que suscite cette initiative au-delà des frontières béninoises. Le représentant de l'ambassade de Luxembourg, Joseph Alexandre SENNIGER, a salué les progrès déjà accomplis par le Bénin, tout en réaffirmant l'enga-

gement du Luxembourg dans le soutien à l'inclusion financière au Bénin. Cette stratégie nationale ne se limite pas seulement à l'extension des services financiers, mais elle vise également à réduire les inégalités économiques et à encourager une croissance inclusive. Le Bénin ambitionne, à travers la SNIF, de fédérer les efforts en un cadre de coordination solide pour un développement harmonieux aligné sur les objectifs de l'UEMOA.

Pour clore la cérémonie, Yacoubou AMADOU a rappelé que le succès de la SNIF dépendra de l'engagement collectif de toutes les parties prenantes. Avec cette initiative, le Bénin aspire à devenir un modèle régional en matière d'inclusion financière et à rendre l'accès universel aux services financiers possible pour toutes les couches de la population. Ce lancement marque un tournant décisif pour le pays, dans sa quête d'un développement inclusif et durable, fondé sur une participation active de chaque citoyen, et donne un signal fort de l'engagement du Bénin à construire un futur où le progrès économique rime avec équité et accessibilité pour tous.

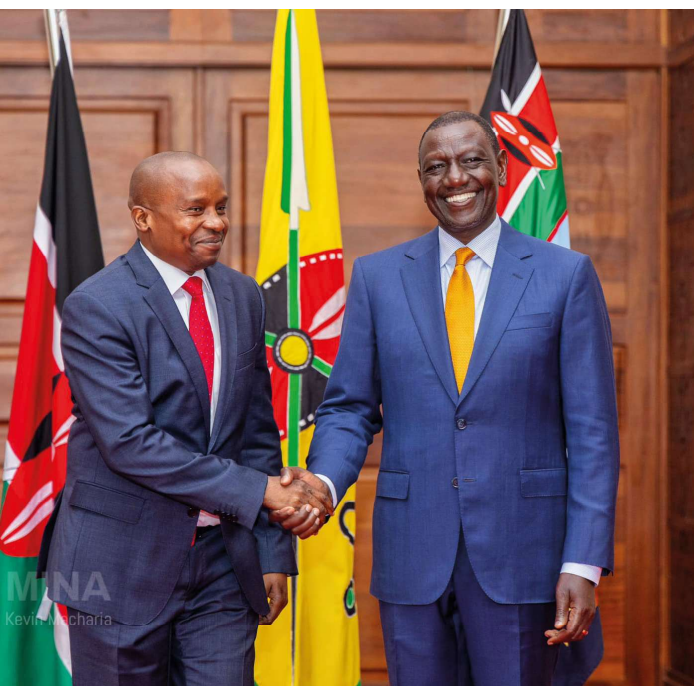
A.K.S./La rédaction

KINDIKI KITHURE, VICE-PRÉSIDENT NOMMÉ

Le Kenya a vu l'arrivée d'un nouveau vice-président, Kindiki Kithure, après la destitution de son prédécesseur, Rigathi Gachagua, qui faisait face à des accusations graves de corruption et de divisions ethniques. C'est le vendredi dernier, au cœur de Nairobi, que Kithure a prêté serment lors d'une cérémonie solennelle. Sa nomination est intervenue dans un contexte tendu, marqué par des rivalités politiques internes et une crise de confiance envers le gouvernement du président William Ruto.

Kindiki Kithure, ancien ministre de l'Intérieur, a été nommé par le président Ruto après que le Parlement a voté massivement en faveur de la destitution de Gachagua le 17 octobre dernier. Accusé de corruption, d'incitation à la division ethnique, et de soutien aux manifestations anti-gouvernementales, l'ex-vice-président conteste cependant ces allégations devant la Haute Cour de Nairobi. Selon Gachagua, les accusations seraient infondées, et le processus de destitution, biaisé. Malgré cette contestation en cours, le tribunal a autorisé Kindiki à prêter serment. Il prend ses fonctions avec la lourde tâche

de restaurer la confiance dans une vice-présidence marquée par des scandales et des divisions internes au sein de l'Alliance démocratique unie (UDA), le parti au pouvoir. La présence de représentants internationaux et d'émissaires occidentaux lors de la cérémonie témoigne d'ailleurs de l'attention internationale portée à cette transition politique sensible. La destitution de Rigathi Gachagua a révélé les profondes fractures au sein du gouvernement Ruto. Le désaccord entre Gachagua et le président Ruto s'était intensifié au fil des mois, culminant avec le refus de Gachagua de soutenir les expulsions de familles lors des inondations meurtrières. Cette opposition à la politique gouvernementale lui a valu des accusations d'insubordination, accentuant davantage les tensions entre les deux hommes. Cette situation a alimenté un sentiment de méfiance au sein du parti, et certains observateurs s'interrogent sur la capacité de Ruto à maintenir l'unité et la stabilité de son gouvernement. Lors de son investiture, Kindiki Kithure a déclaré vouloir incarner un « serviteur loyal et fidèle » du président Ruto et a qualifié la cérémonie de « célébration de la constitution et de notre démocratie ».



KINDIKI KITHURE, VICE-PRÉSIDENT NOMMÉ

De son côté, le président Ruto a exhorté le nouveau vice-président à servir les intérêts du peuple kényan plutôt que des intérêts personnels. Cette déclaration vise à rassurer la population après une succession de scandales ayant miné la crédibilité du gouvernement. Kindiki Kithure prend ses fonctions dans un contexte social difficile, marqué par une vague d'arrestations arbitraires et de disparitions forcées. Ces pratiques inquiétantes ont suscité des préoccupations de la part des organisations de défense des droits de l'homme ainsi que des observateurs internationaux. Outre ces problèmes de droits humains, le Kenya affronte également une crise économique exacerbée par l'augmentation du coût de la vie et des impôts.

Le gouvernement a en effet introduit de nouvelles taxes pour rembourser sa dette envers des créanciers étrangers. Ce choix fiscal a provoqué un mécontentement croissant parmi la population, en particulier dans les classes populaires, qui sont les premières affectées par cette pression économique. William Ruto, qui avait pourtant promis de représenter les intérêts des plus pauvres, a vu sa popularité chuter en raison de cette politique impopulaire. Le mécontente-

ment général s'est traduit en juin dernier par une série de manifestations à l'échelle nationale, culminant avec l'assaut du parlement le 25 juin. Plusieurs manifestants ont été tués lors de cet épisode dramatique, un événement qui a secoué la nation et alerté la communauté internationale. Ces protestations faisaient suite à la proposition de nouvelles taxes qui, selon de nombreux citoyens, appauvrissent encore davantage les ménages kényans.

Face à la pression, le président Ruto a tenté de réagir en remaniant son cabinet et en retirant certaines de ses propositions fiscales. Néanmoins, ce revirement n'a pas suffi à apaiser totalement le climat social, et la nomination de Kindiki Kithure en tant que vice-président est vue comme une tentative de restaurer une certaine stabilité dans le pays. Le parcours de Kindiki en tant que vice-président sera observé de près, tant par les citoyens kényans que par la communauté internationale. Sa capacité à soutenir le président Ruto et à répondre aux attentes d'un peuple confronté à de graves défis économiques sera cruciale. En tant qu'ancien ministre de l'Intérieur, Kithure connaît bien les réalités du terrain et pourrait, grâce à

son expérience, jouer un rôle central dans la gestion des tensions sociales et politiques. Le nouveau vice-président est attendu sur plusieurs fronts : la lutte contre la corruption, le respect des droits de l'homme et la promotion de réformes économiques visant à alléger la pression fiscale qui pèse sur les Kényans. Avec une nation encore marquée par les troubles récents et un climat de défiance envers ses dirigeants, Kindiki Kithure a la lourde tâche de redresser l'image du gouvernement et de promouvoir un avenir plus stable pour le Kenya.

La prise de fonction de Kindiki Kithure au poste de vice-président du Kenya marque un tournant dans la politique kényane. Alors que le pays traverse une période tumultueuse, le nouveau vice-président devra faire preuve de détermination pour répondre aux attentes d'une population en quête de stabilité et de progrès. En conjuguant loyauté envers le président et engagement pour le bien du peuple, Kindiki a l'occasion de redorer le blason de la vice-présidence et de jouer un rôle décisif dans l'avenir du Kenya. ■

TATSURU SAITO SE RÉVÈLE VAINCU ET BLESSÉ

Lors des récents Jeux Olympiques, le judoka japonais Tatsuru Saito a affronté une figure redoutable : Teddy Riner, l'immense champion français qui jouait à domicile. Si les victoires de Riner ont fait le tour du monde, une autre vérité a émergé dans l'ombre : Saito, le jeune poids lourd japonais, combattait avec une main droite diminuée par une blessure non divulguée alors. Son duel contre Riner n'était pas seulement une bataille contre l'un des plus grands judokas de l'histoire, mais aussi une lutte personnelle contre une douleur physique et mentale profonde.

En affrontant Riner dans la finale de la compétition par équipes, Saito avait perdu deux fois contre le Français, dont une défaite lors d'un combat décisif qui, tiré au sort, a fait couler beaucoup d'encre. Si l'intensité de la compétition, l'ambiance électrique de l'arène parisienne, et la pression inhérente à ce sport ont eu raison de lui, son état physique ne l'a pas épargné non plus. Cette main droite, essentielle dans l'art du judo où la prise et la précision de la saisie sont fondamentales, l'a empêché de déployer toute la puissance nécessaire face à un adversaire de taille.

Sur Instagram, Saito a dé-

voilé les coulisses de sa défaite. Dans un post émouvant, il a révélé que « toute force » avait disparu de sa main droite, l'empêchant de se mesurer à Riner avec toute la combativité dont il était capable. La blessure était telle qu'après un examen approfondi à son retour au Japon, Saito a dû subir une opération. Cette décision, qu'il qualifie de difficile, l'a non seulement contraint à la chirurgie, mais a aussi laissé des traces sur son état mental. Dans ses mots, il évoque une « **situation douloureuse mentalement** » qu'il n'avait pu affronter avant d'avoir pris la décision de l'opération.

Son témoignage, sincère et émouvant, met en lumière les difficultés souvent invisibles que vivent les athlètes de haut niveau. Saito décrit un mal-être profond qui l'a isolé, au point de le rendre « **incapable de voir quelqu'un** ». Les blessures ne sont pas que physiques dans le monde du sport ; elles sont aussi morales, et Saito, à 22 ans, a dû composer avec ces deux dimensions de la douleur dans une compétition où chaque détail compte.

Le poids de l'échec a laissé une trace chez le jeune prodige japonais, qui n'a pas caché sa déception. Sa honte, comme il l'a ex-



TATSURU SAITO SE RÉVÈLE VAINCU ET BLESSÉ

primé après les Jeux, était telle qu'il « ne pensait pas pouvoir rentrer au Japon ». Cette défaite face à Riner, qui a fait la fierté de la France, a été pour Saito une source de grande souffrance. Derrière les célébrations de Riner et l'enthousiasme du public, personne ne voyait cet homme blessé, luttant dans l'ombre contre des douleurs que la victoire n'a pas éclipsées.

Cette blessure à la main droite a eu un impact majeur sur ses performances, mais aussi sur sa perception de lui-même. Ce sentiment de honte, typique dans la culture japonaise où l'honneur tient une place prépondérante, était visible dans ses mots. L'échec, d'autant plus marquant qu'il est subi aux Jeux Olympiques, a mis Saito à l'épreuve de manière personnelle, suscitant chez lui une remise en question.

Malgré cette expérience douloureuse, Saito regarde déjà vers l'avenir avec espoir. Sa décision de se faire opérer témoigne d'une volonté de revenir plus fort. Il a promis de se battre pour revenir aux prochains Jeux Olympiques à Los Angeles en 2028, avec une ambition élevée : décrocher « deux médailles d'or ». Pour lui, l'avenir est clair

: il souhaite se présenter en pleine possession de ses moyens, avec « **deux mains en pleine santé** » pour mener son combat, cette fois-ci sans entraves. La route vers la rédemption ne sera pas facile, mais le jeune prodige japonais possède un atout de taille : la résilience. Cette qualité, essentielle pour tout athlète, pourrait bien faire de lui un adversaire redoutable à Los Angeles. À 22 ans, Saito a déjà surmonté des épreuves que peu de judokas de son âge connaissent, et cette épreuve pourrait renforcer sa détermination.

L'histoire de Saito, bien au-delà des tatamis, est celle d'un jeune homme en quête de rédemption. Son expérience est un exemple puissant pour de nombreux judokas et sportifs en devenir. La résilience, la capacité à surmonter l'échec et à regarder vers l'avenir avec optimisme, sont des valeurs essentielles que Saito incarne aujourd'hui.

Pour les jeunes athlètes, Saito devient un modèle de persévérance et de courage. Cette opération est bien plus qu'un geste médical pour soigner une blessure ; elle marque le début d'une nouvelle étape, celle d'un retour construit sur des bases

plus solides. Avec le soutien de ses proches et de ses coéquipiers, Saito compte bien s'imposer comme une figure incontournable du judo mondial, prêt à faire face aux défis futurs.

Face à Saito, Teddy Riner représente plus qu'un adversaire redoutable. Riner incarne l'excellence et la persévérance, deux qualités que Saito admire sans doute malgré la défaite. Le Français, avec ses multiples titres et sa carrière impressionnante, est un modèle pour de nombreux judokas, y compris Saito. Cet affrontement aux Jeux Olympiques a permis au jeune judoka japonais de se mesurer au sommet, tout en découvrant ses propres limites, et il semble prêt à les surmonter pour atteindre de nouveaux sommets.

Le parcours de Tatsuru Saito est celui d'un athlète en plein apprentissage, prêt à surmonter les blessures et à transcender l'échec. Sa promesse pour Los Angeles 2028 laisse présager une confrontation intense et, peut-être, une revanche éclatante pour celui qui a déjà fait face aux plus grands défis avec une détermination remarquable. ■



1A

F1RST AFRIQUE

*"L'intégrité
est essentielle pour
la réussite à long terme
de toute entreprise.
Chez nous, c'est une valeur
non négociable."*



<https://firstafriquetv.bj/>



+ 229 66 05 56 61

F1RST AFRIQUE